

ÉDITO

# Un ordre mondial en déconstruction

Par Jean-David Levitte



Jean-David Levitte est senior policy advisor chez ESL & Network. Il a eu une carrière diplomatique remarquable, marquée dans un premier temps par un passage à l'Élysée aux côtés du Président Giscard d'Estaing de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Entre-temps, il a notamment occupé les fonctions d'Ambassadeur de France aux Nations Unies à Genève. De 2000 à 2002 il a été ambassadeur à l'ONU à New York, présidant le Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001. Entre 2003 et 2007, il a été ambassadeur à Washington pendant la période de la guerre en Irak. De 2007 à 2012 enfin, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy.

Traditionnellement, la troisième semaine de septembre voit affluer vers les Nations Unies à New York des dizaines de chefs d'Etat qui viennent échanger sur les progrès accomplis ou à accomplir pour renforcer la coopération internationale et progresser dans le règlement des crises.

Cette année, de façon très significative, quatre des cinq chefs d'Etat et de gouvernement des membres permanents du Conseil de Sécurité ont préféré s'abstenir de faire le déplacement : Xi Jinping, Vladimir Poutine, Rishi Sunak et Emmanuel Macron. En revanche, Zelensky s'est exprimé devant l'Assemblée générale, tandis que la France demandait une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité au sujet de la reprise de la guerre au Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Les Nations Unies demeurent le miroir de l'état du monde et ce qu'elles reflètent aujourd'hui est inquiétant. La décennie pleine d'espoir qui a débuté en 1991 avec la fin de l'Empire soviétique et l'ouverture de la Chine, et qui s'est achevée en 2001 avec les attaques terroristes contre les Tours Jumelles de New York, a progressivement cédé la place à ce que nous constatons aujourd'hui : une nouvelle guerre froide s'installe, cette fois-ci entre les Etats-Unis et la Chine, tandis que la guerre a fait son retour sur le sol européen avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

De façon très significative, quelques jours après le début de l'agression russe, l'Assemblée générale de l'ONU a voté le 2 mars 2022 une résolution exigeant le retrait de la Russie et appelant à une « paix globale, juste et durable en Ukraine », sur la base de la Charte des Nations Unies. Certes, 141 des 193 pays membres votèrent en faveur de ce texte. Mais comment ne pas relever que, parmi les 45 pays qui s'abstinrent ou ne participèrent pas au vote, figurent : la Chine, l'Inde, le Vietnam, l'Algérie, le Cameroun, le Gabon, le Togo, la Guinée, le Sénégal, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud...

Ce vote marque la naissance de ce que l'on appelle aujourd'hui le « Sud Global ». Il illustre la renaissance de ce qu'on appelait naguère le Mouvement Non-Aligné. Ces pays disent oui, bien sûr, à la modernisation de leurs économies. Ils continuent de dire oui, avec certaines réserves, à la globalisation. Mais ils disent non à l'occidentalisation de l'ordre international et de leurs sociétés.

Pour la plupart des pays du « Sud Global », la Chine est désormais le principal partenaire écono-

mique et un pourvoyeur majeur de financements. Pas question, pour eux, de se laisser entraîner dans la croisade anti-chinoise des Etats-Unis. Quant à la Russie, bien sûr, elle est l'agresseur en Ukraine. Mais nombreux sont les dirigeants du « Sud Global » qui nous font comprendre que cette guerre ne les concerne pas. Ils veulent – littéralement – demeurer « non-alignés ». Bien comprendre les raisons et évaluer les conséquences de l'affirmation de ce « Sud Global » est un défi majeur pour les autorités françaises et européennes. Car face à ce contexte géopolitique en voie de fragmentation, le monde doit absolument parvenir à gérer efficacement, c'est-à-dire globalement, les crises de notre siècle, à commencer par le réchauffement climatique.

Or ni les Etats-Unis (absorbés par leur prochaine élection présidentielle) ni la Chine (confrontée à des problèmes économiques majeurs) ne sont en mesure aujourd'hui de montrer un chemin positif susceptible de rallier une majorité de pays. Mais l'Union européenne, qui doit gérer ses propres difficultés, en a-t-elle la capacité ? ●



REGARD D'EXPERT

# Pourquoi l'Inde s'appellera désormais « Bharat » ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

À l'occasion du sommet du G20 qui s'est tenu récemment à New Delhi, le Premier Ministre Narendra Modi a choisi de faire graver « Bharat » sur la plaque derrière laquelle il a prononcé son discours d'ouverture. Les invitations officielles adressées aux dirigeants du G20 portaient la même dénomination. Pour les Indiens, l'Inde s'est toujours appelée Bharat. Ce nom est même celui qui est utilisé dans la constitution du pays. Inde est le nom qui a été attribué par les conquérants et colonisateurs depuis Alexandre le Grand, en passant par Christophe Colomb, et jusqu'à l'empire britannique.

Le nom de Bharat renvoie au « Mahabharata », texte sacré de l'hindouisme, considéré comme le plus long poème jamais écrit. Le nom de l'Inde est une référence plus prosaïque au fleuve Indus. Le premier évoque l'âme du pays, le second un trait géographique, référence pratique pour l'étranger en mal de repères.

Peu avant Modi, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait imposé de son côté le nom « Türkiye » (Turquie en turc), nom officiel du pays depuis Ataturk. De quoi ces changements sont-ils le signe ?

Sans doute d'une réappropriation des identités perdues au fil des guerres et des conquêtes, et un désir ferme de changer les habitudes lexicales qui banalisent des blessures historiques en les intégrant dans le langage courant. Au même titre que les personnes, les Etats se donnent le droit de changer ces noms qui les génent, pour modifier sur eux



le regard du monde et ouvrir un nouveau chapitre. Cela avait déjà été le cas par exemple avec le Congo/Zaïre ou la Haute Volta/Burkina Faso. L'identification est décidément l'un des tropismes marquants de notre époque. Au premier abord on est un peu troublé, on veut faire plaisir, mais la perception résiste. On finit par s'habituer. Après tout, c'est respecter la liberté d'autrui d'être ce qu'il veut.

Mais l'un des problèmes d'identité les plus troublants est celui qui a été généré par la colonisation. Nombre d'anciens colonisés ont grandi avec l'idée qu'ils appartenaient à des peuples inférieurs puisqu'ils avaient été vaincus et que l'autorité de tutelle était l'exemple à suivre pour sortir de sa condition. C'était notamment le cas par l'apprentis-

sage de la langue du colonisateur. Aujourd'hui, vent debout contre toute trace d'influence étrangère, plusieurs peuples décolonisés affichent une radicalité à la mesure de l'érosion culturelle qu'ils ont subie durant la période où leurs pays ou territoires ont été occupés. Toute récupération désinvolte de leurs traditions, que ce soit dans la mode, l'artisanat, les arts ou la littérature les agresse.

Une nouvelle sensibilité se fait jour. Elle est peut-être exagérément réactive, mais elle est sans doute incontournable pour définir un nouveau « contrat social » à l'échelle du monde. C'est précisément ce que l'Inde de Modi ambitionne de faire ●

## REGARD D'EXPERTE

# Poutine resserre les liens avec un « vieil ami »

Par Aurore Nory



Diplômée d'un master en communication d'influence de l'Université Catholique de Lille, Aurore a rejoint Antidox pour réaliser son stage de fin d'étude. À l'issue de ce stage en octobre 2022, elle est titularisée comme consultante au sein du pôle communication 360 où elle accompagne les clients d'Antidox dans leur stratégie de communication corporate, de crise et numérique, dans de nombreux secteurs dont l'industrie, la santé et le numérique.

Un acte qui représente « une alliance synonyme de pragmatisme bilatéral » selon Juliette Morillot, journaliste spécialiste de la péninsule coréenne.

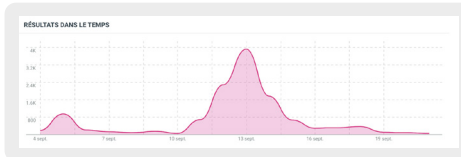
Un choix de lieu symbolique pour une rencontre symbolique mise en lumière et légitimée par les médias.

« Un vieil ami vaut mieux que deux nouveaux ». C'est en évoquant ce proverbe russe et en rappelant le lien historique de leurs deux pays que Poutine a accueilli Kim Jong-un pour cinq jours de rencontre. Premier voyage à l'étranger pour le dirigeant nord-coréen depuis le début de la pandémie en 2019, cette rencontre tenue en plein conflit russo-ukrainien a été scrutée de près par la presse internationale. En effet, les deux pays sous le coup des sanctions internationales devant discuter de « sujets sensibles » et l'incertitude sur les issues de leur échange, laisse place aux spéculations médiatiques sur leurs ambitions.

### Quels enjeux pour cette rencontre ?

C'est au cosmodrome de Vostochny, site d'assemblage et de lancement de fusées, que les deux dirigeants se sont retrouvés.

Un lieu permettant à la Russie de réaffirmer sa puissance technologique et spatiale face à la Corée du Nord qui espère de son côté obtenir une aide russe pour développer son programme spatial. Au-delà d'un soutien diplomatique, Poutine cherche à se procurer des munitions pour prolonger la guerre en Ukraine et augmenter sa réserve d'obus, aujourd'hui affaiblie.



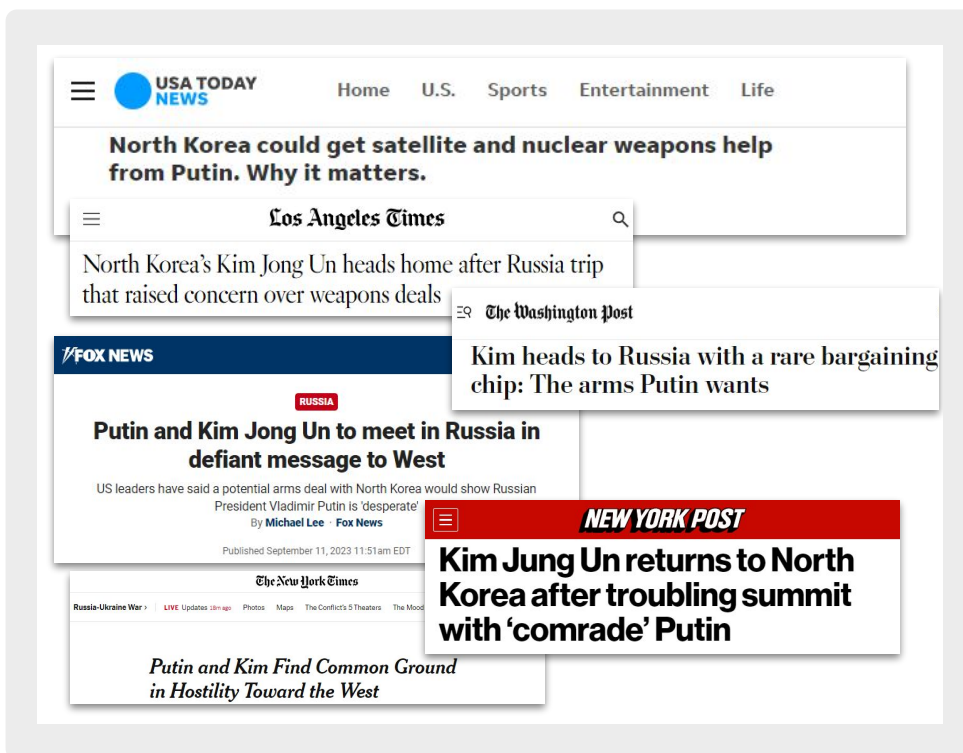
Dans l'actualité et sur Twitter, les mentions de « Kim Jong-un » et « Poutine » ont généré un total de 12,2K mentions.



Accueil en « grande pompe » (La Dépêche), « effusions » (Libération) des retrouvailles, la rencontre entre ces deux « meilleurs amis » (Le Figaro) semble idyllique selon certains titres de presse.

Pour autant, elle est également perçue comme « preuve de l'isolement russe » (Radio France) comme l'a évoqué Matthew Miller, porte-parole du Département d'État américain, estimant qu'après « avoir perdu des dizaines de milliers de soldats russes et dépensé des milliards et des milliards de dollars, le voilà [Poutine] qui supplie Kim Jong-un de l'aider. » Un rapprochement lors duquel Vladimir Poutine et Kim Jong-un incarnent deux pays faisant face à « l'impérialisme » occidental autour d'un « Axe anti-américain » (Les Echos). Une situation qui a fait particulièrement réagir la presse américaine, les Etats-Unis voyant en cette rencontre une potentielle menace.

L'accueil au cosmodrome, l'échange d'armes mutuel ou encore les phrases échangées, sont autant d'actes symboliques caractérisant cette rencontre. En effet, celle-ci a pris l'allure d'une mise en scène, perspective soulignée par la presse. Elle a d'ailleurs projeté cet événement - ou ce non-événement - sur le devant de la scène médiatique alors qu'aucun des dirigeants n'a communiqué sur les réseaux sociaux à ce sujet ●



## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.